



VILLE de RODEZ

**Arrêté temporaire n°VP 2026-AT-0174
Portant réglementation de la circulation**

AVENUE DE BORDEAUX (D994)

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10,

VU l'arrêté municipal AG 2026-0500 en date du 13 avril 2026 portant délégation de signature à Serge JULIEN en sa qualité de 10e adjoint,,

VU la demande en date du 29/06/2026 émise par SAS SOGETREL demeurant 287 ROUTE DE LA PICARDIE - HAUTE 12330 SALLES LA SOURCE représentée par Monsieur DONOVAN SOLER aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que des travaux sur réseaux ou ouvrages de télécommunications rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 16/07/2026 au 17/07/2026 AVENUE DE BORDEAUX (D994),

ARRÊTE

Article 1

À compter du 16/07/2026, 23h00 et jusqu'au 17/07/2026, 6h00, AVENUE DE BORDEAUX (D994), un rétrécissement de chaussée, compte tenu d'un empiètement temporaire sur une partie de la chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation.

La voie descendante vers l'avenue de Bordeaux sera interdite, elle sera déviée par la voie centrale montante, afin de permettre des travaux de tirage de fibre optique.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SAS SOGETREL.

L'entreprise devra s'assurer du respect de la libre circulation des piétons ainsi que des véhicules d'intérêt général prioritaires. L'accès aux propriétés riveraines sera en tout état de cause maintenu.

Article 3

La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique "Télerecours Citoyen" via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 4

Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Police Nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Préfète de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale.



Fait à Rodez, le 08 JUL. 2026
Pour le Maire,
et par délégation

Serge JULIEN

DIFFUSION:

- SAS SOGETREL

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté

Transmis en Préfecture le 08 JUL. 2026
Accusé de réception en préfecture
Publié le 08 JUL. 2026
012-20122026260708-ARVP2026AT0174-AR
Reçu le 08/07/2026